

BUREAUX : RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing :
Trois mois. 12
Six mois. 23
Un an. 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : J. WENDT

Le Nord de la France :
Trois mois. 18
Six mois. 30
Un an. 52

ANNONCES : 15 centimes la ligne.
RECLAMES : 25 centimes.
— On traite à forfait. —

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée.
A PARIS, chez MM. Havas, Laffite-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 9 DÉCEMBRE 1870

Voir aux dernières nouvelles

Dépêches télégraphiques

(Service particulier du Journal de Roubaix.)

Tours, 8 décembre, 1 h. 40 soir.

Le Ministre de l'Intérieur au Préfet.

Hier, les troupes commandées par le général Chauzy ont été attaquées sur la ligne de Meunay à St-Laurent-des-Bois.

Contre nous étaient engagés les deux divisions bavaroises, une prussienne, avec 2,000 chevaux et 86 pièces d'artillerie avec des forces considérables en réserve, sous les ordres du prince Frédéric-Charles. L'ennemi a été repoussé au-delà du Grand-Château, nos troupes ont couché sur leurs positions du matin. Les prisonniers avouent des pertes considérables chez l'ennemi. Le général de division bavarois, Stephan, a reçu deux blessures en avant de St-Laurent-des-Bois ; l'ennemi a été repoussé à Marolles.

Tours, mercredi, 7 décembre, 10 h. 50 m. soir.

Par suite de la nomination d'une commission d'enquête sur l'évacuation d'Orléans, le général d'Aureilles a résigné le commandement en chef ; il a décliné aussi le commandement du camp de Carantan pour cause de faiblesse de santé.

Le général Bourbaki a maintenant le commandement de deux camps au lieu d'un.

Le général Pallières a le commandement du centre de l'armée de la Loire, mais aucun nouveau commandant en chef n'est encore désigné.

La France évalue à dix mille hommes le corps prussien sur la rive gauche de la Loire.

Tours, 8 décembre.

Une lettre de Paris du 6 décembre dit :

Le général Ducrot a émis l'ordre du jour suivant :

Vincennes, 4 décembre.

Soldats,

Après deux journées de glorieux combats, je vous ai fait repasser la Marne, parce que j'étais convaincu que de nouveaux efforts seraient stériles dans la direction où l'ennemi avait eu le temps de concentrer des forces et de préparer des moyens d'action. En nous obtenant dans cette voie je sacrifiais inutilement des milliers de braves. Loin de servir l'œuvre de délivrance, je la compromettais sérieusement ; je pouvais même vous conduire à un désastre irréparable. Mais la lutte n'est suspendue que pour un instant, nous allons la reprendre avec résolution. Soyez prêts, complétez en hâte vos munitions et vos vivres surtout.

Élevez vos cœurs à la hauteur des sacrifices qu'exige la sainteté de la cause pour laquelle nous ne devons pas hésiter à donner votre vie.

Un grand mouvement des troupes à Paris est prochain.

Un nouveau mouvement offensif est attendu. Tous les permis de sortir de Paris sont suspendus depuis le matin du 4 décembre.

Les généraux Trochu et Ducrot restent toujours hors de Paris, quoique les Français aient repassé la Marne et occupant toujours le plateau d'Auron où on construit de fortes batteries.

Londres, 8 décembre.

Une lettre de M. Benedetti repousse les accusations portées contre lui. M. Benedetti promet de prochains éclaircissements.

Dépêches prussiennes

Berlin, 7 décembre.

Le Staatsanzeiger annonce que la convocation de la Diète aura lieu probablement le 14.

Le Parlement a adopté en seconde lecture les traités fédéraux.

Toutes les propositions d'amendement ont été rejetées. M. Delbruck, au nom des gouvernements fédérés, s'était prononcé contre ces amendements.

Les traités avec les grands-duchés de Bade, de Hesse et avec le Wurtemberg ont été adoptés.

Londres, 7 décembre.

On annonce officiellement de Berlin que le gouvernement français a accepté sans conditions la proposition de conférence pour résoudre la question relative à la mer Noire.

On dit que le comte de Bismark serait décidé à faire de l'acceptation ou du refus des traités avec les Etats de l'Allemagne du Sud une question du cabinet.

Nous apprenons que toutes les communications entre le Havre le reste de la France sont coupées.

A la date du 8, les Prussiens marchaient vers le Havre. Un engagement aurait eu lieu à Warcq (Aisne).

Les pertes sont à peu près égales des deux côtés.

Dix-sept Français ont été tués.

Le hasard, parfois, est singulièrement malveillant. L'assez pauvre harangue de M. Gambetta à l'armée du Mans aurait pu se perdre dans la quantité des produits de même genre du même auteur, et avoir la fortune de passer inaperçue. Une désobligeante coïncidence a fait parvenir au même moment aux départements la proclamation du général Trochu. Nul moyen d'éviter le parallèle ; il s'impose, et la toge y fait triste figure. Entre autres grandeurs, le langage de l'homme d'épée est simple. Le général, avec le courage guerrier, a eu l'autre courage plus héroïque, parce qu'il est inévitablement méconnu, durant un certain temps, de contenir les entraînements, de refuser les sorties prématurées. A cette heure, la double tâche est remplie, tâche surhumaine après nos désastres. Paris est imprenable par la force ; le roi Guillaume aurait fait le voyage pour le regarder à distance, si la famine ne lui vient en aide. Et, en même temps que se sont parachevés les formidables travaux défensifs, une armée de marche a été formée, non l'armée ardente mais confuse des premiers jours, une armée disciplinée, solide, en état de prendre l'offensive et de rompre le cercle de l'investissement. L'œuvre géante, l'œuvre sans analogue dans l'histoire menée à fin, le général Trochu a fait connaître les résultats et dit cette chose modeste :

Nous n'avons pas fait ce que nous avons voulu ; nous avons fait tout ce que nous avons pu. La proclamation du gouverneur militaire de Paris a remué la France ; décidément les résonnances cicéroniennes ne soutiennent pas la comparaison ; la grande éloquence passe du côté de l'épée.

Mettons un peu en regard l'allocation de M. Gambetta aux troupes du Mans. La modestie est le moindre défaut du ministre orateur. Le moi, que Pascal déclare... peu aimable, tient dans cette pièce un volume exorbitant.

A entendre M. Gambetta, on est tout à fait libre de supposer que les armées de l'Ouest et de la Loire sont sorties de sa veine, tambour battant et enseignes déployées, comme Minerve du cerveau de Jupiter. On lit dans la proclamation des phrases comme celles-ci : « Après « trois jours entiers passés au milieu de « vous à m'enquérir de tous vos besoins, à organiser et à recomposer « toutes vos forces, je pars avec la certitude que vous aller marcher à une « revanche. » Et plus loin : Je vous « laisse ralliés et renforcés. » C'est splendide ; pour savoir la guerre comme Trochu et de Moltke, tout le secret est, paraît-il, de ne l'avoir jamais étudié. M. Gambetta a appris la stratégie comme M. Laurier a appris les finances en plaçant à la sixième chambre les circonstances atténuantes pour les articles décollés des petits journaux.

L'orateur qualifié de vertus républicaines la discipline, la sobriété, la bravoure. — Vertus républicaines ? nous ne comprenons pas bien clairement. La sobriété et la bravoure ne sont-elles pas des vertus sous n'importe quel régime ?

M. Gambetta peut-être, a simplement voulu dire que la frugalité fleurit, plus qu'ailleurs, parmi les républicains. Ce point serait douteux, il y a des républicains de beaucoup d'espèces ; certains groupes socialistes, plus ou moins parlagaux, ne passent pas pour se piquer de désintéressement et pour prêcher la simplicité des mœurs. Mon Dieu ! la sobriété républicaine est un lieu commun délabré, et prouve que la verve de M. Gambetta se fatigue, voilà tout. — Autre lieu commun : Pour élever les courages, la proclamation rappelle à l'armée qu'elle se bat : « Pour sauver à la fois la

France et la République, désormais « indissolublement liés dans la bonne « comme dans la mauvaise fortune. »

M. Josse est orfèvre : il met un empressément extrême à placer son article. La France et la République indissolublement liées, pour le moment ; ce n'est pas l'heure assurément de s'occuper des questions de forme. Plus tard, on avisera ; et si la république doit prévaloir, ce sera, nous l'espérons bien, une république possible adaptée aux croyances et aux besoins moraux de la France. Présentement, il serait mieux, lorsqu'on parle à l'armée, de ne pas laisser percer ces arrière-pensées de la politique et de l'esprit de parti. L'éloquence guerrière a pour principal la rondeur, les mots simples partis du cœur, qui meuvent les masses comme un seul homme. Les paroles qui divisent n'y valent rien.

Le cri final : « Vive la république une et indivisible ! » a le tort d'être froid. Il est de plus un anachronisme. Ce mot avait un sens en 93 ; il exprimait alors la protestation jacobine contre les idées séparatistes ou fédéralistes imputées aux Girondins. Cette formule refroidie est inutile pour exciter en nous l'amour du sol français et la résistance désespérée à toute tentative de démembrement. La phraseologie officiellement républicaine, au reste, n'empêchera pas le pays armé de faire vaillamment son devoir. Le réveil est général, et si notre patrie doit succomber, nous sommes assurés désormais qu'elle se fera à elle-même de terribles et glorieuses funérailles. On a trop pris acte de quelques défaillances de la première heure, on a abusé du parallèle entre la France de 1870, et l'Espagne de 1808 à 1812. Oui, sans doute, l'Espagne fut magnifique ; l'insurrection contre l'invasion étrangère y courut comme une flamme et s'alluma presque le même jour d'Oviédo et de Valladolid à Carthagène. Les villages, la plate compagnie et les Sierras se hérissèrent de guérillas. Mais l'Espagne n'était pas divisée ; elle était mue d'une seule passion, la passion de l'autel et de la monarchie nationale. L'Espagne appartenait moralement ; elle ne subissait pas la complication d'un gouvernement de minorités, d'un pouvoir officiel étranger ou hostile à ses croyances. Nous sommes une nation de chevaliers, grands redresseurs d'injustices par tout l'univers. Soyons justes une fois envers nous-mêmes.

PH. SERRET.

Nous l'avons déjà dit, nous le répétons encore. C'est mal servir les intérêts de la défense nationale et c'est faire acte d'usurpation que de mettre sur la même ligne la France et la République. Lorsque, dans des proclamations adressées à notre armée, on fait appel à son dévouement et à sa vaillance pour sauver notre patrie et la République, on confond ce qu'il y a de plus saint avec ce qu'il y a de plus discutable et de moins essentiel. Délivrer le territoire est un devoir qui s'impose à toute âme française ; quiconque, dans la mesure de sa puissance, manquera à ce devoir, mériterait de tomber sous le mépris public. Mais qui donc oserait faire un crime à tel ou tel citoyen de ne pas se dévouer à la défense de la forme républicaine parmi nous ? Qui donc aurait le droit de demander à l'un de nous de se faire tuer pour elle ? Se faire tuer pour la France, oui, toujours ; mais pourquoi voudrait-on que ceux qui ne sont pas républicains donnassent leur sang pour la République ? cette prétention dépasse toutes les autres. Elle devient stupéfiante quand on songe que la République, depuis trois mois, n'a été que le gouvernement d'un parti en minorité en France, et que la volonté nationale ne s'est point encore régulièrement prononcée. Est-ce bien la peine de tant parler de souveraineté du peuple pour se montrer si disposé à s'en passer ?

Nous ignorons vraiment comment l'armée pourrait s'y prendre pour sauver la République. Nous n'avons pas à chercher si elle est républicaine ; ce sont là des questions délicates auxquelles nous ne voulons pas toucher. Mais puisqu'on attend de sa bravoure qu'elle sauve la République, il est tout simple que nous demandions comment elle pourrait remplir cette tâche ; serait-ce en battant les Prussiens ? mais ils n'ont pas envahi notre sol au mois d'août pour renverser une forme de gouvernement qui n'existait pas encore ; et quant à présent, le régime inauguré le 4 septembre est le moindre de leurs soucis. Si nous avions le bonheur de battre les Prussiens, ce ne se-

rait pas pour faire plaisir à M. Gambetta ; mais nous respirerions pleine poitrine au milieu de notre France délivrée de l'étranger.

Il faut que le jeune ministre de la guerre sache qu'il y a des milliers de combattants (et ce ne sont pas les moins braves) qui sont au feu, non point pour réaliser son idéal politique, mais pour remplir envers la patrie un devoir de piété filiale. Si notre armée n'a pas à sauver la République contre les Allemands serait-ce contre les Français ? ici s'ouvriraient des hypothèses auxquelles notre esprit se refuse.

Ces observations suffisent pour faire remarquer ce qu'il y a d'irréfléchi et de téméraire dans certains rapprochements. La langue officielle a des audaces et des emportements qui pourraient mieux à la défense nationale si on les prenait au sérieux. L'étude de l'histoire ne nous permet pas de nous étonner de tout ce qui peut désormais traverser la pensée d'une dictature révolutionnaire, mais nous ne cesserons de regretter qu'on ait compliqué d'une question politique la grande et sainte question de guerre à l'envahisseur et que la conservation d'une forme de gouvernement non encore régulièrement acceptée prenne dans les sollicitudes officielles autant de place que la délivrance du territoire. POUJOLAT.

(Union.)

CORRESPONDANCES

Cologne, 5 décembre.

J'ai beau lire et relire les dépêches de ce matin, je n'y trouve pas la solution, si impatientement attendue, à la question de savoir si les succès des Allemands à Orléans et sous Paris, préparent, dans un bref délai, la cessation des hostilités. Les pertes des divers engagements qui ont eu lieu du 3 au 5 décembre ont été terribles de part et d'autre ; on n'estime pas à moins de 40 à 50,000, le nombre des morts et des blessés qui ont jonché les divers champs de bataille ; mais de résultat final je n'en vois ni à Orléans ni à Paris.

A Orléans, l'épuisement des Allemands a permis au général d'Aureilles de se retirer en bon ordre au-delà de la Loire, d'où les troupes sous ses ordres se replieront probablement jusqu'à leur jonction avec l'armée de Lyon, et, comme celle-ci est appuyée sur les fortes défenses organisées autour de la seconde ville de France, il n'y a pas à attendre de ce côté une fin prochaine à la résistance du midi.

De Paris, les dernières nouvelles laissent supposer que le général Ducrot a péri dans l'engagement qui a rejeté les Français au-delà de la Marne ; mais là encore, il ne se manifeste aucun symptôme de désorganisation. L'armée de Paris continue à occuper les positions que son général avait choisies le 4 décembre, et la continuation de ses tentatives, soit du côté de Versailles, soit sur tel autre point de la ligne de siège, qu'il lui plaira de choisir, est tout aussi possible, qu'au lendemain de la victoire qui lui avait livré les villages désormais célèbres de Bry et de Champigny.

Dans le Nord, le corps du général Manteuffel va marcher sur Arras et Lille. Cette dernière place continue, dit-on, avec une vigueur extrême ses travaux de défense. Des masses de gardes mobiles et sédentaires mobilisés se concentrent dans ses murs, et d'innombrables bandes de francs-tireurs parcourent la banlieue. Là aussi, ce ne sera pas sans de sanglantes rencontres que les forces Allemandes exécuteront le programme du général de Moltke, qui leur commande de se répandre de plus en plus dans les départements du Nord, afin d'isoler Paris de tous secours de ce côté.

Certains télégrammes donnent en outre à Manteuffel la mission de s'emparer d'un port Français, — le Havre, par exemple, — à l'effet d'assurer le ravitaillement des forces Allemandes par la voie d'Angleterre. Les auteurs de ces dépêches oublient que les forces maritimes de la Prusse ne se sont pas mesurées jusqu'ici avec la flotte française, et que cette dernière, revenue de la mer du Nord, est en état d'occuper irrésistiblement la Manche. Je crois, quant à moi, que, dans la direction des côtes, l'armée de Manteuffel se condamnera à une sage abstention, se bornant, à l'exemple de ce qu'a fait dans le Nord, le général Fage de Falkenstein, à empêcher la marine française d'opérer sur terre.

En politique intérieure, nous en sommes toujours aux discussions que suscite dans le Reichsrath l'informe compromis, au moyen duquel M. de Bismark cherche à réaliser son rêve unitaire. Je vous ai longuement dit sous quelles réserves radicales la Bavière et le Wurtemberg ont consenti à passer par la signature de leur acte d'adhésion à la fédération du Nord. Ces ressources font en ce moment, l'objet de critiques sanglantes de la part, non-seulement des chauvins de la Prusse, mais aussi de ceux des membres de la diète fédérale qui ont à faire expier à M. de Bismark les excès d'influence dont il a abusé en 1866. C'est ainsi, par exemple, qu'un député du Hanovre, M. Wondhorst, s'est fait hier un malin plaisir du contraste qui se produit entre le modérantisme forcé du chancelier vis-à-vis de la Bavière, et l'absolutisme intolérant qu'il a jadis professé vis-à-vis des vaincus de la guerre d'Allemagne.

La parole de ce député aura de l'écho ailleurs encore que dans l'assemblée fédérale. La Saxe ne manquera pas de la ramasser et de s'en servir en temps et lieu, pour se rapprocher des Etats du Midi, dont les intérêts sont si parallèles avec les intérêts saxons.

En attendant ces complications, les nouvelles de Berlin annoncent que, pour la forme du moins, une grande satisfaction vient d'être donnée aux unitaires Prussiens. Le roi Guillaume sera empereur, et, pour comble de succès, il tiendra sa couronne impériale des mains même de ceux dont cette couronne devait éclipser la souveraineté. Ce sera, en effet, des rois de Bavière et de Wurtemberg, joints aux grands ducs de Bade et de Hesse que lui arrivera son nouveau titre. — Seulement, et ceci mérite attention, comme ces quatre souverains et spécialement les deux majestés de Munich et de Stuttgart n'entendent rien abdiquer de leurs prérogatives royales, ce ne sera pas en qualité d'Empereur d'Allemagne, mais en qualité seulement d'Empereur en Allemagne, qu'elles salueront le roi de Prusse. Et S. M. Guillaume s'en contentera, quitte probablement à faire plus tard le nécessaire pour changer la préposition en article. Ce changement coûtera bien des vies d'hommes et bien des millions ; mais il est dans les nécessités de l'avenir.

La reine Augusta, de Prusse, participera à l'avancement de son auguste époux, elle sera impératrice ; — mais les autres membres de la famille royale resteront ce qu'ils sont, des princes royaux et des princesses royales ; — et royaux aussi resteront l'administration prussienne et la justice prussienne.

(Courrier de l'Escaut.)

Londres, 7 décembre.

L'échec que l'armée française de la Loire vient d'essuyer et le Message du premier magistrat des Etats-Unis de l'Amérique du Nord sont, à l'heure qu'il est, les deux grands sujets de préoccupation. Je vous résumerai d'abord ce qu'on pense, en lieux officiels, du Message du général Grant.

On a surtout remarqué que le gouvernement américain propose d'acquiescer à des droits de citoyens qui prétendent avoir essuyés des dommages par les déprédations attribuées à l'Alabama. Il recommande la nomination d'une commission chargée de vérifier la validité des compensations réclamées ainsi que l'identité des réclamants ; ces demandes de compensation seraient notifiées au représentant de l'Angleterre à Washington ; le gouvernement américain serait autorisé à obtenir le règlement des sommes demandées, de sorte qu'il deviendrait le délégué des réclamants, en assumant sous sa responsabilité le contrôle de toutes les compensations réclamées de la Grande-Bretagne.

Cette suggestion ne nous surprend qu'en ce qu'elle a été adoptée par le gouvernement américain. Evidemment, c'est le résultat naturel de l'impatience que les réclamants ont éprouvée par le retard du règlement de leurs prétendus droits ; il est certain également que le gouvernement de Washington a été influencé par la recommandation, que M. Beverdy Johnson a faite tout récemment, que les personnes prétendant à des compensations se misent en rapport direct avec le gouvernement anglais. Nous attendons avec assez de curiosité la décision que le Congrès prendra sur une proposition qui entraînera les Etats-Unis à des dépenses certaines pour des rentrées problématiques. Le gouvernement des Etats-Unis rendra-t-il publics les prix d'achat qu'il aura consenti à donner ? Prendra-t-il l'engagement d'en venir à une estimation définitive des compensations qu'il croira devoir demander à l'Angleterre ?

J'ajoute que le président des Etats-Unis ne semble pas épouser trop absolument la cause de ses clients, lorsqu'il dit : « Le cabi-